

Aperçu de la situation humanitaire en Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu

Octobre - Décembre 2025 | République Démocratique du Congo

MESSAGES CLÉS

- Les déplacements augmentent à l'Est de la RDC et **certaines communautés restent enclavées et sans accès à l'aide.**
- L'accès à l'éducation reste fortement entravé par **les coûts liés à la scolarité, l'insécurité et les attaques contre les écoles**, affectant particulièrement les zones rurales et de déplacement.
- **La flambée de choléra s'aggrave**, amplifiée par le faible accès à l'eau et une réponse humanitaire insuffisante.
- **Malgré une forte acceptabilité du cash**, les contraintes liées aux marchés, aux liquidités et à la sécurité limitent l'efficacité des interventions monétaires.

64 000

cas de choléra recensés en RDC entre janvier et début décembre 2025.

Besoins prioritaires



Selon le [CAT de Mercy Corps](#) en octobre 2025, plus de 104 000 ménages ont été déplacés dans les cinq provinces de l'Est de la RDC, soit une hausse de **15,5%** par rapport au mois précédent. Le Nord-Kivu reste la province la plus affectée, avec des déplacements massifs dans les territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru et Lubero, en raison des affrontements entre groupes armés. Au Sud-Kivu, les territoires de Walungu, Kalehe, Kabare, Uvira et Fizi continuent de connaître de nouveaux déplacements sans mouvements de retour, traduisant une instabilité persistante. De plus, [selon OCHA](#), dans la zone de santé de Minembwe (Sud-Kivu), près de 172 000 personnes déplacées et retournées sont actuellement bloquées et privées d'accès aux biens essentiels et à l'assistance humanitaire, en raison du blocage des routes et des restrictions imposées aux humanitaires. Parmi elles, plus de 1 000 ménages déplacés, auparavant installés sur le site de Mikenge, ont dû fuir à nouveau à la suite [des violences de mars 2025](#). En Ituri, des retours ont été observés dans des zones relativement calmes comme Aungba (Mahagi), mais l'insécurité liée aux groupes armés et aux tensions communautaires a provoqué de nouveaux déplacements dans d'autres territoires.



Dans l'est de la RDC, les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu figurent parmi les plus touchées par la pire flambée de choléra enregistrée depuis vingt-cinq ans, dans un contexte national dépassant [les 64 000 cas entre janvier et début décembre 2025](#). [MSF](#) souligne par ailleurs que le taux de létalité demeure élevé et que la réponse humanitaire peine à suivre l'ampleur et la rapidité de propagation de l'épidémie dans ces provinces, où les systèmes de santé sont déjà sous forte pression. Les déplacements massifs, les inondations récurrentes et l'accès insuffisant à l'eau potable y favorisent une transmission soutenue. Les contraintes logistiques, combinées au manque de sources d'eau protégées, aggravent cette situation: selon [l'enquête démographique et de santé \(DHS 2024-2025\)](#), seulement **43%** de la population utilise des services d'eau de base – le taux le plus faible d'Afrique – et seulement **15%** disposent d'un accès à des services d'assainissement de base. D'après la [MSNA 2025](#), **51%** des ménages enquêtés au Nord-Kivu, **47%** en Ituri et **45%** au Sud-Kivu déclarent mettre plus d'une heure pour collecter de l'eau potable.



La situation éducative reste critique dans les provinces de l'Est. Selon les données de la [MSNA 2025](#), au Nord-Kivu **40%** des enfants ne sont pas scolarisés dans un établissement formel contre **33%** au Sud-Kivu et **31%** en Ituri. La principale barrière d'accès à l'éducation est l'impossibilité de payer les coûts directs liés à l'éducation avec **71%** des ménages rapportant cela au Sud-Kivu, **66%** en Ituri et **56%** au Nord-Kivu. [Selon le Cluster Education](#), dans le Sud-Kivu entre le 24 novembre et le 4 décembre 2025, plusieurs incidents sécuritaires ont affecté le fonctionnement de 17 écoles à Fizi et Uvira, perturbant gravement la scolarisation des enfants. Les enseignants et les élèves signalent également des obstacles liés aux recrutements forcés, aux menaces contre le personnel éducatif et à l'occupation d'écoles par des groupes armés. Malgré les efforts des partenaires, les besoins en éducation d'urgence restent élevés, en particulier dans les zones rurales et les sites de déplacement informels, où l'accès à l'enseignement est très limité.



Les données de la [MSNA 2025](#) confirment une forte acceptabilité des transferts monétaires dans l'est de la RDC: **64%** des ménages interrogés en Ituri, **79%** au Sud-Kivu et **68%** au Nord-Kivu déclarent préférer cette modalité, avec une nette prédominance pour les espèces par rapport au mobile money ou aux virements bancaires. Malgré cette préférence, des écarts importants persistent entre les besoins exprimés et l'ampleur de la réponse actuelle.

En Ituri, [selon l'ICSM](#) la situation des marchés reste globalement stable entre septembre et octobre, avec Ngote qui demeure en mauvaise fonctionnalité, reflétant la persistance des contraintes dans cette zone. [Selon l'étude de faisabilité de REACH](#) les interventions en cash se concentrent principalement à Djugu, Irumu et Mahagi, tandis qu'à Mambasa, alors que **76%** des ménages expriment une préférence pour le cash, aucune intervention n'y est menée. Les contraintes d'accès aux liquidités y sont pourtant plus limitées qu'à Djugu, ce qui souligne un potentiel sous-exploité de l'assistance monétaire.

Au Nord-Kivu, [les transferts monétaires constituent également la modalité privilégiée](#), avec une préférence marquée pour les espèces, sauf à Beni où le mobile money est mieux accepté. Toutefois, [selon l'ICSM \(octobre 2025\)](#), plusieurs marchés clés – notamment dans le Masisi, le Lubero, Oïcha et certaines zones de Rutshuru – présentent de graves problèmes de fonctionnalité. La situation s'est dégradée depuis septembre : à Beni, la plupart des marchés sont passés d'une fonctionnalité complète à une fonctionnalité limitée, tandis qu'au Masisi seul le marché de Shasha reste partiellement fonctionnel. L'abordabilité des biens essentiels, l'accès physique et sécuritaire et la faiblesse des infrastructures de stockage et de paiement limitent fortement la capacité des ménages à recourir efficacement aux interventions monétaires.

Au Sud-Kivu, les espèces sont également préférées, mais plusieurs territoires, [dont Walungu, Mwenga et Kabare, rencontrent des contraintes physiques et financières](#) importantes pour accéder aux points de retrait. À Fizi, ces contraintes sont encore plus marquées en raison de l'éloignement des services et de la faible présence du mobile money. Dans les Hauts Plateaux de Fizi et Mwenga, selon OCHA, le blocage répété des routes a entraîné une flambée des prix – le kilo de sucre passant de 5 000 à 30 000 FC entre janvier et octobre 2025, et le sac de farine de manioc de 15 000 à 50 000 FC sur la même période. À Uvira, la situation des marchés s'est également détériorée en octobre par rapport à septembre, avec le marché Congolais passant d'une fonctionnalité limitée à une mauvaise fonctionnalité, combinée aux contraintes d'accès, réduisant fortement la capacité des ménages à se procurer des biens essentiels et exposant la population à un risque imminent de sécurité alimentaire grave.

Dans l'ensemble, les trois provinces présentent un potentiel important d'expansion de l'assistance en cash. Toutefois, la mise en œuvre de cette modalité nécessite une analyse fine et localisée, tenant compte du fonctionnement des marchés, de l'accessibilité physique et sécuritaire, de la disponibilité des liquidités et des infrastructures de retrait.

Trouvez l'intégralité des publications dans le [Centre de Ressources](#).

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

Carte de l'évolution du score de fonctionnalité des marchés au mois d'octobre par rapport au mois précédent, par marché

